

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
ZAC de Bourran  
9 rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Rodez, le 16/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EDF ENERGIES NOUVELLES FRANCE**

**SAS NOREOLE**

Coeur Défense - Tour B - 100 esplanade Général de Gaulle  
92400 Courbevoie

Références : 81-CRARC-2026-90  
Code AIOT : 0006809641

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2026 dans l'établissement EDF ENERGIES NOUVELLES FRANCE implanté Lieu-dit Fontaine des 3 Evêques 81240 Sauveterre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection a lieu conjointement avec la direction départementale des territoires du Tarn, à la suite d'une déclaration de défrichement accidentelle de 300 m<sup>2</sup> par l'exploitant dans le cadre des travaux de renouvellement et d'extension des parcs éoliens de Sauveterre.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDF ENERGIES NOUVELLES FRANCE
- Lieu-dit Fontaine des 3 Evêques 81240 Sauveterre
- Code AIOT : 0006809641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Sauveterre 1, mis en service en 2009, est composé de six éoliennes de type VESTAS, d'une puissance nominale de 2 MW chacune, équipées de rotors de 80 m de diamètre. Le renouvellement des éoliennes est en cours pour être remplacées par des éoliennes de type ENERCON, modèle E82, d'une puissance unitaire de 3 MW et d'une hauteur en bout de pale de 119 mètres.

Les six éoliennes ont été démantelées et les fondations sont en cours d'excavation et de concassage.

Seule une nacelle de l'ancien parc est présente sur le site, destinée à être revendue.

Les terrassements sont pratiquement terminés. Le premier coulage des fondations débute au niveau de l'éolienne SAUVI-4.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 2
- REACH

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Périmètre du chantier	AP Complémentaire du 26/02/2025, article 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Moyens de lutte contre la pollution des eaux	AP Complémentaire du 26/02/2025, article 3.4.6	Demande d'action corrective	1 mois
3	Produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Défrichement	AP Complémentaire du 26/02/2025, article III.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Défrichement	AP Complémentaire du 26/02/2025, article 3.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des justificatifs sont à fournir par l'exploitant sur la réalisation du défrichement, la gestion des remblais et le stockage des produits chimiques.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Périmètre du chantier

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/02/2025, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Périmètre du chantier
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le périmètre des travaux lors des phases de construction et de démantèlement du parc éolien de Sauveterre comprend les pistes d'accès pour accéder au site du projet, les zones de travaux pour le montage des aérogénérateurs, les zones de stockage de terres excavées, le poste de livraison, les zones de débroussaillage nécessaires autour des aérogénérateurs ainsi que le réseau électrique câblé enterré, reliant les aérogénérateurs entre eux ainsi que celui les reliant au poste de livraison créé. Afin de réduire l'impact de l'emprise au sol du parc éolien, la superficie totale de ce périmètre des travaux, définie ci-dessus, doit être limitée au strict nécessaire tel qu'il est évalué dans le dossier de porter à connaissance. Cette évaluation n'intègre pas la superficie de tous les chemins mais uniquement ceux créés ou élargis. L'évaluation précise et justifiée de cette superficie est transmise à l'inspecteur des installations classées lors de la transmission du planning des travaux.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté la cartographie du chantier, incluant notamment les pistes d'accès, la localisation des éoliennes et les bases vie. Toutefois, l'évaluation précise et justifiée de la superficie totale du chantier n'a pas été transmise à l'inspection lors de la transmission du premier planning du 30 juillet 2025 et n'a pas été présentée lors de l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de transmettre l'évaluation précise et justifiée de la superficie totale du chantier.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Moyens de lutte contre la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/02/2025, article 3.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre la pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques de pollution des eaux, notamment

des eaux souterraines :

- utilisation d'engins de chantier et de camions aux normes en vigueur et régulièrement entretenus ;
- stationnement, entretien et opérations de ravitaillement des véhicules et des engins de chantier réalisés sur une aire de rétention étanche fixe ou mobile. Le stockage des carburants des engins s'effectuera hors de sites à enjeux sensibles dans des bacs de rétention étanches suffisamment bien dimensionnés (125 % du volume total stocké) ;
- mise à disposition de kits anti-pollution à proximité des engins et au niveau de l'aire étanche ;
- aménagement d'une fosse à béton pour le nettoyage des camions-toupie ;
- stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la réglementation ;
- stockage des déchets de chantier potentiellement polluants sur rétention et évacuation vers des filières dûment autorisées ; [...]

### Constats :

L'inspection s'est rendue au niveau de la plateforme de l'éolienne SAUVI-4, sur laquelle des travaux de coulage de béton de la nouvelle fondation sont en cours.

L'inspection a constaté la présence d'une fosse de lavage de toupies béton.

L'inspection a constaté la présence d'une bâche entre la toupie béton et la pompe à béton mobile devant assurer la rétention des débordements et autres laitances de béton. Cependant, l'inspection a constaté que le positionnement de la bâche ne permettait pas d'assurer cette fonction. La bâche s'arrêtant à l'arrière de la pompe mobile, des laitances de béton ont été constatées sur le sol.

L'inspection a constaté la présence d'une aire de rétention devant accueillir des produits chimiques et autres carburants. La bâche assurant l'étanchéité est percée. L'exploitant indique qu'il s'agit d'une deuxième bâche déposée sur la première car celle-ci était elle même percée. Cette aire ne contenait pas de produits chimiques. Elle contient toutefois une rétention en plastique supplémentaire, pleine d'eau. Cette zone de stockage est inutilisable en l'état.

Sur la voie d'accès aux éoliennes SAUVI-4, SAUVI-5 et SAUVI-6, l'inspection a constaté qu'une toupie béton était en panne. Des fluides se sont écoulés sur le sol. Le conducteur a indiqué qu'il s'agissait de liquide de refroidissement. Des kits anti-pollution, qui n'étaient initialement pas présents dans le camion, ont été mis en place.

Par ailleurs, au niveau de la base vie 2, servant à l'exploitant pour le chantier de renouvellement de Sauveterre 1 et le chantier de Sauveterre 2, l'inspection a constaté la présence au sol de :

- 1 cuve d'ADBLUE de 500 L, non identifiée et portant le pictogramme "Danger pour l'environnement"
- 1 cuve de carburant disposant de sa propre rétention d'un volume de 1200 L
- 1 cuve de carburant d'un volume de 500 L avec double paroi
- 1 bidon de 20 L étiqueté "BIOHYDRAN SE 46" de TotalEnergies

Ces cuves sont placées sur une aire recouverte d'une bâche trouée à plusieurs reprises. L'inspection constate que l'étanchéité de cette aire ne peut pas être garantie.

En outre, dans un conteneur attenant et ne disposant pas de rétention, l'inspection a constaté la présence d'un bidon de 5 L dénommé MARLINE présentant les pictogrammes "Danger pour la santé", "nocif ou irritant" et " inflammable".

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection demande à l'exploitant la mise en place d'une aire étanche pour le stockage des carburants et des rétentions pour les produits chimiques, conformément à la réglementation. L'exploitant transmettra les justificatifs concernant ces réalisations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 3 : Produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Respect des fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté la présence au niveau de la base vie 2 : - d'une cuve d'ADBLUE de 500 L, non identifiée et portant le pictogramme "Danger pour l'environnement" ; - d'un bidon de 20 L étiqueté "BIOHYDRAN SE 46" de TotalEnergies ; - d'un bidon de 5L dénommé MARLINE présentant les pictogrammes "Danger pour la santé", "nocif ou irritant" et " inflammable". L'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre les fiches de données de sécurité de ces produits.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les fiches de données de sécurité de ces produits.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Défrichage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/02/2025, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Périodes de défrichage
<b>Prescription contrôlée :</b>

[...]

Les travaux de débroussaillage, de déboisement, de coupes d'arbres ou de défrichement (tel que prévu au titre III du présent arrêté) sont interdits entre le **1<sup>er</sup> novembre et le 31 août**, excepté pour les moins impactants, à l'appréciation d'un écologue, qui sont interdits entre **le 1<sup>er</sup> avril et le 31 juillet**. [...]

**Constats :**

L'exploitant a indiqué à l'inspection que les travaux de défrichement se sont déroulés entre le 9 et le 31 octobre 2025. L'exploitant a transmis en amont de l'inspection une attestation de fin de chantier datée du 20 novembre 2025, réalisée par ALLIANCE FORET BOIS et indiquant que *"Les travaux de défrichement du parc éolien Sauveterre 1, Commune de Sauveterre (81) se sont terminés le 31 octobre 2025."*

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Défrichement**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 26/02/2025, article III.1

**Thème(s) :** Autre, Zones de défrichement autorisées

**Prescription contrôlée :**

Le défrichement de 0,2641 ha de bois situés sur les communes de Sauveterre, Lacabarède et Cassagnoles est autorisé selon les dispositions suivantes :

Commune	Section	Numéro	S u r f a c e cadastrale (en m <sup>2</sup> )	S u r f a c e autorisée (en m <sup>2</sup> )
Sauveterre (81)	B	143	5625	140
Sauveterre (81)	B	146	526 148	633
Sauveterre (81)	B	148	5625	51
Sauveterre (81)	B	149	160 590	1201
Sauveterre (81)	B	151	34 702	331

Sauveterre (81)	B	127	89 690	68
Lacabarède (81)	B	363	90 060	31
Domaine public (81)				11
Cassagnoles (34)	A	2	4 990	175
<b>TOTAL</b>				<b>2641</b>

Le coefficient appliqué à cette demande est de : 2 pour une surface 0,2 641 ha.

**Constats :**

La visite d'inspection a eu lieu conjointement avec les techniciens forestiers de la direction départementale de territoires du Tarn.

La lettre de suite de la DDT est jointe au présent rapport.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs demandés par la direction départementale des territoires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours